

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**

-----

**PAIX – TRAVAIL – PATRIE**

-----

**LOI N° 2010/015 DU 21 DECEMBRE 2010 PORTANT LOI DE  
FINANCES DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN POUR  
L'EXERCICE 2011 ;**

## **PREMIERE PARTIE**

### **TITRE PREMIER :**

#### **DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

##### **CHAPITRE PREMIER :**

###### **DISPOSITIONS GENERALES**

###### **ARTICLE PREMIER :**

Les impôts, contributions, redevances, produits et revenus publics de la République du Cameroun continueront d'être perçus conformément aux textes en vigueur, sous réserve des dispositions de la présente loi.

##### **CHAPITRE DEUXIEME :**

###### **DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS DE DOUANE**

###### **ARTICLE DEUXIEME :**

- (1) Les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires de moins de 5 tonnes sont imposés comme suit :
  - a) La base à retenir pour la détermination de la valeur imposable à l'importation des véhicules automobiles en cours d'usage est celle prévue à l'Acte 3/87-UDEAC-CD-1323. Dans ce cadre, il sera tenu compte de tout document professionnel indiquant les côtes officielles, notamment l'Argus de l'automobile ou le Kelley Blue Book. A ce prix, s'ajoute le coût du transport et de l'assurance.
  - b) Il est fait application sur cette valeur imposable d'un abattement de 30% sur les véhicules dont l'âge, au moment de l'importation, n'excède pas sept (7) ans, ainsi que sur les véhicules neufs importés par les particuliers pour leur usage personnel ;
- (2) Les pneumatiques neufs bénéficient à l'importation d'un abattement de 10% sur la valeur imposable.

**CHAPITRE TROISIEME :**

**DISPOSITIONS RELATIVES AU CODE GENERAL DES IMPOTS**

**ARTICLE TROISIEME :**

Les dispositions des articles 3, 8 bis, 21, 25, 27, 81, 82, 87, 92, 92 bis, 118, 119, 127, 128, 138, 142, 149, 150, 225, 230 bis, 236, 262, 319, 546, 592, 597, 614, L 2, L 7, L 12, L 13, L 15, L 24, L 26, L 40, L 42, L 49, L 74, L 75, C 4, C 24, C 26, C 55, C 56 bis, C 116, C 119, C 124, C 125, C 127, C 132, C 133 du Code Général des Impôts sont modifiées et/ou complétées ainsi qu'il suit :

**LIVRE PREMIER :**

**IMPOTS ET TAXES**

**TITRE 1 :**

**IMPOTS DIRECTS**

**Article 3.-** .....

5) Les établissements de microfinance.

**Article 8 bis.-** Les charges visées à l'article 7 ci-dessus de valeur égale ou supérieure à un million (1 000 000) F CFA ne sont pas admises en déduction lorsqu'elles sont payées en espèces.

**Article 21.-** (1).....

(2) L'acompte de 1% visé à l'alinéa (1) ci-dessus est retenu à la source par les comptables publics et assimilés lors du règlement des factures payées sur le budget de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées, des établissements publics administratifs, des sociétés partiellement ou totalement à capital public, ainsi que par certaines entreprises du secteur privé dont la liste est fixée par voie réglementaire.

(3) Donnent lieu à perception d'un précompte de 1% du montant des opérations d'importation ou d'achat ci-après en vue de la revente en l'état :

- les importations effectuées par les commerçants, à l'exception de ceux relevant des unités de gestion spécialisées de la Direction Générale des Impôts ;

Le reste sans changement.

**Article 25.-** .....

(5) Les personnels des organisations internationales et des missions diplomatiques et consulaires recrutés localement ou non, et n'ayant pas la qualité d'agent diplomatique au sens des conventions internationales demeurent assujettis de plein droit à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques au Cameroun.

**Article 27.-** Sont affranchis de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques :

- (1) le chef de mission diplomatique, les consuls, les agents des missions diplomatiques et consulaires de nationalité étrangère titulaires d'une carte diplomatique délivrée par le Ministère des Relations Extérieures, mais seulement dans la mesure où les pays que ces missions diplomatiques et consulaires représentent accordent des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires camerounais ;
- (2) les membres du personnel des organisations internationales de statut diplomatique, mais seulement dans la mesure où la Convention d'Etablissement ou l'Accord de Siège de ces organisations internationales prévoit explicitement cette franchise ;
- (3) les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques, postes consulaires et organisations internationales dès lors qu'il est établi qu'ils sont soumis à l'Impôt sur le Revenu dans leur pays d'origine ;
- (4) Les personnes physiques, exclusivement pour leurs activités soumises à l'impôt libératoire.

**Article 81.-** (1).....

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 1 ci-dessus et de l'article 74, les personnels locaux des organisations internationales et des missions diplomatiques et consulaires visés à l'article 27 du présent Code, souscrivent directement leurs déclarations d'impôt sur le revenu auprès du centre des impôts territorialement compétent. A cet effet, l'administration fiscale fournit aux intéressés les imprimés correspondants.

De même, ces personnels locaux sont tenus de souscrire, au plus tard le 15 mars de chaque année au Centre des Impôts du lieu d'imposition, une déclaration détaillée des revenus dont ils ont disposé au cours de l'année écoulée, sur un imprimé fourni par l'administration fiscale.

**Article 82.-** L'impôt sur le revenu des personnes physiques retenu à la source selon les modalités visées à l'article 81 alinéa 1 ci-dessus, doit être reversé au plus tard le 15 du mois suivant à la Recette des Impôts du siège de l'établissement de l'employeur.

Toutefois, les revenus n'ayant pas fait l'objet desdites retenues doivent être déclarés et l'impôt acquitté au plus tard le 15 mars de chaque année, auprès du Centre des Impôts de rattachement, sur la base d'un imprimé fourni par l'administration fiscale.

**Article 87.-** Sont soumis à une retenue à la source de 10%, les revenus fonciers bruts déterminés conformément aux dispositions de l'article 48 du présent Code.

.....  
.....

Les loyers versés aux entreprises du régime du réel et relevant exclusivement des unités de gestion spécialisées ne subissent pas ladite retenue.

**Article 92.-** Les acomptes visés à l'article 91 ci-dessus sont retenus à la source par les comptables publics et assimilés lors du règlement des factures payées sur le budget de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées, des établissements publics administratifs, des sociétés partiellement ou entièrement à capital public, ainsi que des entreprises du secteur privé dont la liste est fixée par voie réglementaire.

**Article 92 bis.-** Un acompte de 5% est retenu à la source par l'Etat, les collectivités territoriales décentralisées, les établissements publics administratifs, les sociétés partiellement ou entièrement à capital public et les entreprises privées, sur les honoraires, les commissions, les émoluments, les rémunérations de prestations occasionnelles ou non, payés aux personnes physiques ou morales domiciliées au Cameroun.

Les sommes ainsi retenues sont reversées au plus tard le 15 du mois suivant à la Recette des Impôts territorialement compétente, contre délivrance d'une quittance.

**Article 111.-** (1) .....

.....

(2) Toutefois, sont exonérés de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers, ou de tout autre prélèvement de même nature les produits ci-dessous.

**Article 118.-** (1) .....

.....

(2) Peuvent être adhérents aux Centres de Gestion Agréés, les personnes physiques ou morales réalisant un chiffre d'affaires annuel hors taxes inférieur ou égal à cent (100) millions de francs CFA.

**Article 119.-** (1) Les adhérents aux Centres de Gestion Agréés bénéficient d'un abattement de 50% du bénéfice fiscal déclaré.

(2) L'adhérent perd le droit aux avantages prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus lorsque sa déclaration des résultats ou des revenus n'est pas souscrite dans les délais.

## TITRE II :

### **DISPOSITIONS RELATIVES A LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET AUX DROITS D'ACCISES**

**Article 127.**- Sont imposables les opérations ci-après :

.....  
.....

(5) les opérations immobilières de toutes natures réalisées par les professionnels de l'immobilier. Sont considérés comme professionnels de l'immobilier :

- les promoteurs institutionnels ;
- les personnes agréées à la profession de promoteur immobilier dans les conditions fixées par la législation en vigueur ;
- les personnes qui se livrent habituellement à des opérations d'intermédiation pour l'achat ou la vente d'immeubles ou de fonds de commerce, d'actions ou parts de sociétés immobilières ;
- les personnes qui procèdent habituellement à l'achat en leur nom, d'immeubles ou de fonds de commerce, d'actions ou parts de sociétés immobilières, en vue de la revente ;
- les personnes qui se livrent habituellement au lotissement et à la vente, après exécution des travaux d'aménagement et de viabilité de terrains acquis à titre onéreux ;
- les personnes qui se livrent habituellement à la mise en location des établissements commerciaux ou industriels munis du mobilier et du matériel nécessaires à leur exploitation, que la location comprenne ou non tout ou partie des éléments incorporels du fonds de commerce ou d'industrie ;

Le reste sans changement.

**Article 128** :- Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

.....  
.....

16) Sous réserve de réciprocité, d'accord de siège et de quotas fixés par les autorités camerounaises, les biens et services destinés à l'usage officiel des missions diplomatiques ou consulaires étrangères et des organisations internationales, selon les modalités fixées par voie réglementaire.

**Article 138.-** .....

3) La base imposable à la TVA et au Droit d'Accises, en ce qui concerne les importations des boissons alcoolisées et des tabacs ci-après est la valeur imposable telle qu'elle est définie par les articles 23 à 48 du Code des Douanes de la CEMAC.

| N° du tarif | Désignation tarifaire  |
|-------------|--|
| .....       | .....  |
| 24021000    | Cigares et cigarillo contenant du tabac  |
| 24022010    | Cigarettes contenant du tabac, de type aspen, fine, business club, delta et autres         |
| 24022090    | Cigarettes contenant du tabac, de type benson, malboro, dunhill, craven, rothman et autres |
| 24029000    | Autres cigares, cigarillo, et cigarettes en tabac ou en succédanés de tabac                |
| 24031000    | Tabac à fumer même contenant des succédanés de tabac, en toute proportion                  |
| 24039900    | Autres tabacs et succédanés  |
| 24039910    | Tabacs à mâcher et à priser  |
| 24039990    | Autres tabacs fabriqués  |

**Article 142.-** .....

4) Le taux zéro s'applique aux exportations de produits taxables.

Le reste sans changement.

**Article 149.-** (1).....  
.....

(2) Pour les fournisseurs de l'Etat, des collectivités territoriales décentralisées, des établissements publics administratifs et des sociétés partiellement ou entièrement à capital public, ainsi que de certaines entreprises du secteur privé dont la liste est fixée par voie réglementaire, la Taxe sur la Valeur Ajoutée est retenue à la source lors du règlement des factures et reversée à la recette des impôts ou, à défaut, au poste comptable territorialement compétent dans les mêmes conditions et délais appliqués aux autres transactions.

.....  
.....

(3).....  
.....

Ils sont remboursables :

- dans un délai de trois mois aux entreprises en situation de crédit structurel du fait des retenues à la source ;
- .....
- .....
- à la fin de chaque trimestre, aux missions diplomatiques ou consulaires et aux organisations internationales, sous réserve d'accord formel de réciprocité ou d'accord de siège, lorsque celles-ci ont acquitté au préalable la taxe.

Le reste sans changement.

**Article 150.-** .....  
.....

5) quel que soit leur régime d'imposition, les assujettis à la Taxe sur la Valeur Ajoutée doivent délivrer à leurs clients des factures mentionnant obligatoirement les éléments suivants :

- le numéro d'identifiant unique du fournisseur et du client ;
- la date de la facturation, le nom, la raison sociale, l'adresse complète et le numéro du registre de commerce du fournisseur ;
- l'identité complète du client ;
- la nature, l'objet et le détail de la transaction ;
- le prix hors taxe ;
- le taux et le montant de la taxe correspondante ;
- le montant total toutes taxes comprises dû par le client ;



- la mention « exonérée » ou « prise en charge Etat » le cas échéant, par produit.

#### **TITRE IV : IMPOTS ET TAXES DIVERS**

**Article 225.-** .....

- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;
- ..... ;

- des rémunérations versées aux entreprises effectuant des travaux de forage, de recherche ou d'assistance pour le compte des compagnies pétrolières, et de manière générale les prestations ponctuelles de toutes natures lorsque ces entreprises renoncent à l'imposition d'après la déclaration, conformément aux dispositions de l'article 18 du présent Code. Celles-ci doivent au préalable obtenir à cet effet une autorisation du Directeur Général des Impôts ;

Le reste sans changement.

#### **TITRE V : FISCALITES SPECIFIQUES**

**Article 230 bis:-** Sont exonérés de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers, sous réserve d'accord formel de réciprocité ou d'accord de siège, les missions diplomatiques ou consulaires, les organisations internationales et leurs personnels de rang diplomatique, dans la limite des quotas prévus par voie réglementaire.

**ARTICLE 236.-** (1) Pour la liquidation de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP), il est émis un bulletin d'émission unique au profit du Receveur des Impôts, comprenant aussi bien la part due au Trésor Public, que celle due au titre de la Redevance d'Usage de la Route (RUR).

(2) La Redevance d'Usage de la Route est reversée par le Trésor Public dans le compte spécial intitulé « Fonds Routier », ouvert à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).

**Article 262.-** .....

a).....

b) pendant la phase d'exploitation :

- ..... (Supprimé) ;

Le reste sans changement.

## TITRE VI :

### ENREGISTREMENT, TIMBRE ET CURATELLE

**Article 319.-** A défaut d'enregistrement ou de paiement des droits établis par l'Administration dans les délais fixés par les articles 276 et 277 du présent Code, sur les actes et mutations visés dans lesdits articles, l'ancien et le nouveau possesseur, le bailleur et le preneur sont tenus solidairement, nonobstant toute stipulation contraire, au paiement d'un droit en sus égal au droit simple.

**Article 546.-** En complément aux dispositions de l'Article 337 ci-dessus, sont enregistrés gratis :

A- Enregistrement gratis

.....  
.....

7) Les actes dont l'enregistrement est à la charge des organisations internationales, sauf dispositions contraires de l'Accord de Sièges signé avec un Etat de la CEMAC.

B- Exemptions

En complément aux dispositions de l'article 338 ci-dessus, sont exempts de la formalité d'enregistrement :

.....  
.....

6) Les actes établis par les missions diplomatiques ou consulaires étrangères à la CEMAC, sous réserve de réciprocité.

**Article 592.-** .....

7) Publicité par support immatériel

Pour la perception du droit de timbre sur la publicité par support immatériel, les annonceurs souscrivent trimestriellement leurs déclarations auprès de leur centre des impôts de rattachement.

**Article 597.-** Les taux du droit de timbre sur les véhicules automobiles sont fixés comme suit :

- Motocyclettes ..... 2 000 francs
- Véhicules de 02 à moins de 7 CV ..... 15 000 francs
- Véhicules de 08 à 12 CV..... 25 000 francs
- Véhicules de 13 à 20 CV..... 50 000 francs
- Véhicules de plus de 20 CV..... 100 000 francs

## **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES.**

**Article 614.-** .....

La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles contenues dans tous les textes antérieurs législatifs ou réglementaires de portée générale ou spécifique, sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal officiel en français et en anglais.

## **LIVRE DEUXIEME**

### **LIVRE DES PROCEDURES FISCALES**

**Article L 2.-** .....

Toutefois, les entreprises relevant d'une unité de gestion spécialisée, sont tenues de déposer leurs déclarations statistiques et fiscales sur support physique et en version électronique.

**Article L 7.-** .....

Toutefois, pour les entreprises relevant d'une unité de gestion spécialisée, le paiement des impôts et taxes est effectué exclusivement par virement bancaire ou par voie électronique. Les modalités de paiement par voie électronique sont définies par un acte réglementaire.

**Article L 12.-** (1) .....

A l'occasion de cette vérification, l'administration fiscale contrôle la cohérence entre les revenus déclarés par le contribuable au titre de l'Impôt sur le Revenu, et la situation de sa trésorerie, de son patrimoine et des éléments de son train de vie.

(2) La Vérification de la Situation Fiscale d'Ensemble s'exerce dans les bureaux de l'administration ou dans les locaux professionnels du contribuable vérifié.

(3) Seuls les agents de l'administration fiscale assermentés ayant au moins le grade d'inspecteur peuvent procéder à une Vérification de la Situation Fiscale d'Ensemble.

**Article L 13 nouveau.-** (1) Au moins huit (8) jours avant la date prévue pour la première intervention, l'administration des impôts adresse, sous pli recommandé ou en mains propres avec accusé de réception ou par bordereau de décharge, un avis de vérification de comptabilité ou de vérification de situation fiscale d'ensemble et un exemplaire de la Charte du contribuable, qui l'informent de la possibilité qu'il a de se faire assister d'un conseil de son choix. Mention doit en être faite dans l'avis de vérification sous peine de nullité de cette dernière.

(2) En cas de Vérification de la Situation Fiscale d'Ensemble, l'avis de vérification est adressé au contribuable dans les mêmes conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus, au moins quinze (15) jours avant le début de la première intervention.

L'avis de vérification visé à l'alinéa (2) ci-dessus devra comporter une demande de relevé(s) de(s) compte(s).

**Article L 15.-** .....

Lors de cette intervention, l'administration se limite à effectuer sur procès-verbal des constatations matérielles, sans pouvoir procéder à un examen critique de la comptabilité.

**Article L 24.-** (1) .....

(2) Sous peine de nullité de la procédure, la notification de redressement ou l'avis d'absence de redressement est adressé au contribuable dans un délai de soixante (60) jours à compter de la fin des opérations de contrôle sur place, matérialisée par un procès verbal de fin de contrôle, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées.

Le reste sans changement.

**Article L 26.-** .....

Dans tous les cas, la lettre de réponse aux observations du contribuable est adressée à ce dernier, sous peine de nullité de la procédure, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la réception de ses observations, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées.

**Article L 40.-** .....

Dans le cadre d'une vérification de situation fiscale personnelle d'ensemble, les opérations de contrôle devront être réalisées dans un délai maximum d'un an entre la date de remise de l'avis de vérification et la date de remise de la notification de redressements, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées. En cas de découverte d'une activité occulte, ce délai peut être prorogé de six mois.

**Article L 42.-** Les agents des impôts ayant au moins le grade de contrôleur ou assimilé ont le droit d'obtenir sous forme matérielle ou immatérielle, communication de documents détenus par les personnes et organismes énumérés à l'article L 43 ci-dessous, afin d'effectuer le contrôle des déclarations souscrites par les contribuables, sans que puisse leur être opposé le secret professionnel, sous réserve des dispositions de l'article L 47 du présent Livre.

Le reste sans changement.

**Article L 49.-** Les agents des impôts ayant au moins le grade de contrôleur peuvent se faire présenter et prendre copie, sous forme matérielle ou immatérielle, des factures, de la comptabilité matières ainsi que des livres, registres et documents professionnels pouvant se rapporter à des opérations ayant donné lieu ou devant donner lieu à facturation.

.....  
.....  
.....

Lors de la première intervention, un avis d'enquête est remis à l'assujetti ou à son représentant. En l'absence de l'assujetti ou de son représentant, l'avis est remis à la

personne qui reçoit les enquêteurs, et dans ce cas, un procès verbal est établi et signé par toutes les parties. En cas de refus de signer, mention en est faite sur procès-verbal.

Le reste sans changement.

**Article L 74.-** La contrainte extérieure est établie par le Receveur des impôts assignataire à l'adresse d'un comptable du Trésor Public ou d'un autre Receveur des Impôts pour le recouvrement des impôts et taxes, y compris ceux retenus à la source et non reversés.

Elle est exercée lorsque les redevables, notamment les collectivités territoriales décentralisées ou les établissements publics administratifs disposent de créances ou de subventions domiciliées chez lesdits comptables ou en cas de changement de domicile des redevables concernés.

Elle est également exercée à l'adresse de l'organisme chargé de la centralisation et de la péréquation des impôts locaux, en cas de non reversement par les collectivités territoriales décentralisées des impôts et taxes retenus à la source.

**Article L 75.-** La contrainte extérieure donne mandat au Comptable du Trésor Public assignataire d'affecter, dès réception, les sommes dont le versement est ainsi demandé au paiement des dettes fiscales dues.

Elle donne également mandat au Receveur des Impôts assignataire d'avoir à exercer les poursuites à l'encontre des redevables concernés.

## **LIVRE TROISIEME :**

### **FISCALITE LOCALE**

**Article C 4.-** (1) .....

(2) Les recettes fiscales collectées par l'administration fiscale pour le compte des collectivités territoriales et des organismes publics font l'objet d'une retenue de 10% au titre des frais d'assiette et de recouvrement. La quote-part ainsi prélevée est imputée dans des comptes spéciaux ouverts dans les livres du Trésor, et reversée à l'administration fiscale.

**Article C 24.-** (1) .....

(2) Elle est payée à l'aide d'un bulletin d'émission unique établi au profit du Receveur des Impôts.

**Article C 26.-** (1) Pour les entreprises relevant de la structure en charge des grandes entreprises à la Direction Générale des Impôts, le paiement de la patente se fait sur ordre de virement unique au profit du Receveur des Impôts.

Le reste sans changement.

### **TITRE III :**

#### **DES CENTIMES ADDITIONNELS COMMUNAUX ET CONSULAIRES**

**Article C 55.-** Supprimé

**Article C56 (bis).**- Les impositions assises au titre de la contribution des patentes et de la contribution des licences sont majorées de 3% sur le principal au titre des centimes additionnels au profit des chambres consulaires.

Les centimes additionnels versés à ce titre par les entreprises commerciales ou industrielles, à l'exception de ceux visés ci-dessous, reviennent à la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat.

Les centimes additionnels versés par les entreprises forestières et les industries agricoles sont rétrocédés à la Chambre d'Agriculture, d'Elevage et des Forêts.

Ils figurent distinctement sur les patentes et les licences ; leur recouvrement est poursuivi avec le principal.

**Article C 55.-** Supprimé

**Article C 116.-** (1) .....

(2) .....

- .....
- .....
- .....

- 100% de la taxe de développement local payée par les salariés du secteur public et des entreprises relevant de la structure chargée de la gestion des « grandes entreprises ».

**Article C 119.-** (1) .....

(2) Le produit ou la quote-part des impôts, taxes et redevances dus aux régions sont émis et recouverts sur bulletin et ordre de virement unique au profit du Receveur des Impôts.

Ils sont reversés par les services compétents du Trésor Public aux régions, ou à l'organisme de centralisation ou de péréquation en vue de leur répartition au profit des régions.

Le reste sans changement.

**ARTICLE C 124.**- L'émission de certains impôts dont le produit est partagé se fait sur ordre de recettes unique.

**ARTICLE C 125.**- (1) .....

(2) Leur émission se fait sur bulletin d'émission unique, ou le cas échéant, sur avis de mise en recouvrement.

**Article C 127.**- (1) .....

(2) Les entreprises doivent préciser dans leurs déclarations et le cas échéant dans leurs supports de paiement, les quotes-parts revenant aux collectivités territoriales et aux organismes.

(3) La répartition et le reversement du produit des impôts locaux émis et recouverts par l'administration fiscale sont assurés par les services compétents du Trésor Public.

(4) supprimé.

Le reste sans changement.

**Article C 132.**- (1) Le contrôle des impôts locaux est exercé par les services compétents de l'Etat.

(2) Le contrôle des taxes communales est exercé par les services compétents de la commune.

**Article C 133.**- Certaines opérations de contrôle peuvent être organisées conjointement par les services de l'Etat et des communes après programmation concertée.

## **CHAPITRE QUATRIEME : AUTRES DISPOSITIONS FISCALES ET FINANCIERES**

### **ARTICLE QUATRIEME :**

1. Dans le cadre de la lutte contre la fraude et la contrebande dans les localités frontalières de l'hinterland, les communes ayant aménagé des points uniques d'entrée, des magasins et aires de dédouanement ou des marchés de frontière bénéficient, en guise d'appui à l'investissement réalisé, d'une allocation financière



annuelle calculée sur la base des recettes budgétaires réalisées par les Bureaux de douane installés sur le territoire de la commune ;

2. Les aménagements susvisés s'effectuent dans le cadre d'un partenariat entre l'administration des douanes et les communes intéressées ;
3. Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions sont précisées par voie réglementaire.

**ARTICLE CINQUIEME :**

L'article dixième de la Loi de finances pour l'exercice 2010 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

(1) Il est institué un régime de réévaluation légale des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables et non amortissables.

.....  
.....

(4) La réévaluation doit être réalisée au plus tard le 31 décembre 2013.

.....  
.....  
.....

(6) La plus-value de réévaluation est soumise à un prélèvement de 5% libératoire de tout autre impôt, droit, taxe et redevance.

(7) Toutefois, le prélèvement de 5% libératoire ci-dessus ne s'applique pas en cas de réinvestissement de la plus-value de réévaluation dans la limite de deux exercices clos, et selon les formes et conditions fixées aux articles 105 et selon les formes fixées par voie réglementaire.

(8) Les modalités d'application des dispositions du présent article seront fixées, le cas échéant, par voie réglementaire.

**ARTICLE SIXIEME :** Les dispositions de la loi n°2009/018 du 15 décembre 2009 portant Loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2010 sont modifiées ainsi qu'il suit :

**ARTICLE SIXIEME (Nouveau) :**

.....  
.....  
.....

ARTICLE 3 (Nouveau) : Les établissements de crédit sont dispensés de toute consignation auprès des Greffes des Tribunaux, Cour d'Appel et Cour Suprême.

**ARTICLE SEPTIEME** :

Pour l'exercice 2011, le montant à prélever sur le produit de la Taxe Spéciale sur les Produits Pétroliers (TSPP) au titre de la redevance d'usage de la route, est fixé à FCFA cinquante cinq milliards (55 000 000 000).

**ARTICLE HUITIEME** :

Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour la production des documents sécurisés de transport est fixé à FCFA trois milliards cinq cent millions (3 500 000 000).

**ARTICLE NEUVIEME** :

Le plafond du compte d'affectation spéciale pour le financement des projets de développement durable en matière d'eau et d'assainissement est fixé à FCFA cinq cent millions (500 000 000) pour l'année 2011.

**ARTICLE DIXIEME** :

Le plafond des taxes à reverser au Fonds Spécial de Développement Forestier est fixé à FCFA deux (2) milliards (2 000 000 000) pour l'exercice 2011.

**ARTICLE ONZIEME** :

Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour le dispositif et le soutien de l'activité touristique est fixé à FCFA un (1) milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2011.

**ARTICLE DOUZIEME** :

Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour le soutien de la politique culturelle est fixé à FCFA un (1) milliard (1 000 000 000) pour l'exercice 2011.

**ARTICLE TREIZIEME** :

Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour la régulation des Marchés Publics est fixé à FCFA huit (8) milliards (8 000 000 000) pour l'exercice 2011.

## **ARTICLE QUATORZIEME :**

Le plafond des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour le développement des Télécommunications est fixé à FCFA dix (10) milliards (10 000 000 000) pour l'exercice 2011.

## **ARTICLE QUINZIEME :**

Le plafond de la redevance payée par les Organismes Portuaires Autonomes à l'Autorité Portuaire Nationale est fixé à FCFA un milliard cinq cent millions (1 500 000 000) pour l'exercice 2011.

## **ARTICLE SEIZIEME :**

Le montant des ressources destinées à approvisionner le compte d'affectation spéciale pour la modernisation de la recherche dans les universités d'Etat est fixé à FCFA quatre milliards deux cent millions (4 200 000 000) pour l'exercice 2011.

## **ARTICLE DIX-SEPTIEME :**

Pour l'exercice 2011, la contribution du budget de l'Etat destinée à approvisionner le Fonds Semencier, est fixée à FCFA un milliard (1 000 000 000).

## **CHAPITRE CINQUIEME :**

### **AUTRES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES**

#### **TITRE DEUXIEME : EVALUATION DES RESSOURCES**

## **ARTICLE DIX-HUITIEME :**

Les produits et revenus applicables au budget de la République du Cameroun pour l'exercice 2011 sont évalués à 2 571 000 000 000 francs CFA et se décomposent de la manière suivante :

(Unité : millions FCFA)

| <b>LIBELLE</b>               |   | <b>2010</b>      | <b>2011</b>      |
|------------------------------|---|------------------|------------------|
| <b>A - RECETTES PROPRES</b>  |   | <b>2 149 000</b> | <b>2 114 000</b> |
| <b>I - RECETTES FISCALES</b> |   | <b>1 440 030</b> | <b>1 552 030</b> |
| 721                          | IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES        | 134 824          | 135 800          |
| 723                          | IMPOTS SUR LES BENEFICES DES SOCIETES NON PETROLIERES | 191 730          | 204 000          |

|   |  |                  |                  |
|---|--|------------------|------------------|
| 724   | IMPOTS SUR LES REVENUS SERVIS AUX PERSONNES DOMICILIEES HORS CAMEROUN                | 41 742           | 39 000           |
| 727   | IMPOTS SUR LA PROPRIETE  | 2 018            | 3 500            |
| 728   | IMPOTS SUR LES MUTATIONS ET LES TRANSACTIONS   | 33 208           | 32 000           |
| 730   | TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE ET LE CHIFFRE D'AFFAIRES                                  | 555 582          | 636 800          |
| 731   | TAXES SUR DES PRODUITS DETERMINES ET DROITS D'ACCISES                                | 170 553          | 183 300          |
| 732   | TAXES SUR DES SERVICES DETERMINES  | 3 520            | 5 300            |
| 733   | IMPOTS SUR LE DROIT D'EXERCER UNE ACTIVITE PROFESSIONNELLE                           | 5 485            | 5 000            |
| 734   | IMPOTS SUR L'AUTORISATION D'UTILISER DES BIENS OU D'EXERCER DES ACTIVITES            | 4 806            | 6 030            |
| 735   | AUTRES IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES                                     | 8 230            | 7 000            |
| 736   | DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION  | 259 150          | 256 400          |
| 737   | DROITS ET TAXES A L'EXPORTATION ET AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR           | 6 450            | 12 500           |
| 738   | DROIT D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE  | 22 104           | 24 800           |
| 739   | AUTRES IMPOTS ET TAXES NON CLASSES AILLEURS  | 628              | 600              |
| <b>II - AUTRES RECETTES</b>                       |  | <b>708 970</b>   | <b>561 970</b>   |
| 171   | REMBOURSEMENTS A L'ETAT DE LA DETTE AVALISEE   | 1 238            | 1 238            |
| 172   | REMBOURSEMENTS A L'ETAT DE LA DETTE RETROCEDEE                                       | 3 295            | 3 295            |
|   | TIRAGES SUR DEPOTS   | 205 000          | 50 000           |
| 710   | DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS   | 11 753           | 12 253           |
| 714   | VENTES ACCESSOIRES DE BIENS  | 79               | 79               |
| 716   | VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICES  | 13 566           | 13 566           |
| 719   | LOYERS DES IMMEUBLES ET REVENUS DES DOMAINES   | 3 300            | 2 800            |
| 741   | REVENUS DU SECTEUR PETROLIER   | 417 000          | 425 000          |
| 745   | PRODUITS FINANCIERS A RECEVOIR   | 16 967           | 16 967           |
| 761   | COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE DES FONCTIONNAIRES ET ASSIMILES RELEVANT DES APU | 36 000           | 36 000           |
| 771   | AMENDES ET CONDAMNATIONS PECUNIAIRES   | 772              | 772              |
| <b>B - EMPRUNTS ET DONNS</b>                      |  | <b>421 000</b>   | <b>457 000</b>   |
| 150   | TIRAGES SUR LES EMPRUNTS MULTILATERAUX DIRECTS A L'EXTERIEUR                         | 104 129          | 153 000          |
| 151   | TIRAGES SUR LES EMPRUNTS BILATERAUX DIRECTS A L'EXTERIEUR                            | 5 871            | 0                |
| 161   | EMISSIONS DES BONS DU TRESOR SUPERIEURS A DEUX ANS                                   | 200 000          | 150 000          |
| 511   | BONS DU TRESOR ET AUTRES TITRES A COURT TERME  | 0                | 50 000           |
| 769   | DONS EXCEPTIONNELS DE LA COOPERATION INTERNATIONALE                                  | 111 000          | 104 000          |
| <b>TOTAL GENERAL DES RECETTES DE L'ETAT (A+B)</b> |  | <b>2 570 000</b> | <b>2 571 000</b> |

## DEUXIEME PARTIE :

### TITRE PREMIER : CREDITS OUVERTS

#### ARTICLE DIX-NEUVIEME :

Les crédits ouverts sur le budget consolidé de la République du Cameroun en 2011 se chiffrent à 2 571 000 000 000 francs CFA et sont ventilés par chapitre ainsi qu'il suit :

(Unité: millions FCFA)

| CHAPITRE | BF                          |        | BIP    |        | TOTAL |        |        |
|----------|-----------------------------|--------|--------|--------|-------|--------|--------|
|          | 2010                        | 2 011  | 2010   | 2 011  | 2010  | 2 011  |        |
| 01       | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE | 45 143 | 38 852 | 12 200 | 6 500 | 57 343 | 45 352 |
| 02       | SERVICES RATTACHES A LA     | 6 177  | 6 356  | 500    | 400   | 6 677  | 6 756  |

(Unité: millions FCFA)

| CHAPITRE |  | BF      |         | BIP    |         | TOTAL   |         |
|----------|--|---------|---------|--------|---------|---------|---------|
|          |  | 2010    | 2 011   | 2010   | 2 011   | 2010    | 2 011   |
|          | PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE                                      |         |         |        |         |         |         |
| 03       | ASSEMBLEE NATIONALE  | 12 350  | 12 400  | 3 000  | 3 000   | 15 350  | 15 400  |
| 04       | SERVICES DU PREMIER MINISTRE                                     | 10 300  | 9 348   | 2 800  | 3 300   | 13 100  | 12 648  |
| 05       | CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL                                     | 1 062   | 1 100   | 1 300  | 700     | 2 362   | 1 800   |
| 06       | RELATIONS EXTERIEURES  | 25 784  | 20 571  | 3 000  | 1 500   | 28 784  | 22 071  |
| 07       | ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DECENTRALISATION                  | 25 048  | 23 122  | 10 944 | 6 500   | 35 992  | 29 622  |
| 08       | JUSTICE  | 21 729  | 13 570  | 4 600  | 2 000   | 26 329  | 15 570  |
| 09       | COUR SUPREME   | 4 385   | 3 376   | 700    | 400     | 5 085   | 3 776   |
| 11       | CONTROLE SUPERIEUR DE L'ETAT                                     | 5 129   | 2 999   | 1 400  | 1 000   | 6 529   | 3 999   |
| 12       | DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE                        | 67 642  | 63 415  | 6 200  | 3 000   | 73 842  | 66 415  |
| 13       | DEFENSE  | 162 355 | 156 663 | 13 000 | 7 300   | 175 355 | 163 963 |
| 14       | CULTURE  | 3 352   | 2 096   | 1 900  | 1 200   | 5 252   | 3 296   |
| 15       | EDUCATION DE BASE  | 144 382 | 129 878 | 23 346 | 12 200  | 167 728 | 142 078 |
| 16       | SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE                                      | 14 923  | 7 974   | 3 000  | 700     | 17 923  | 8 674   |
| 17       | COMMUNICATION  | 6 176   | 5 002   | 1 200  | 700     | 7 376   | 5 702   |
| 18       | ENSEIGNEMENT SUPERIEUR   | 27 711  | 25 265  | 16 000 | 7 000   | 43 711  | 32 265  |
| 19       | RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION                             | 9 157   | 5 825   | 4 000  | 2 000   | 13 157  | 7 825   |
| 20       | FINANCES   | 45 371  | 40 104  | 8 000  | 4 080   | 53 371  | 44 184  |
| 21       | COMMERCE   | 4 405   | 3 477   | 1 000  | 800     | 5 405   | 4 277   |
| 22       | ECONOMIE, PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE             | 7 010   | 4 806   | 16 206 | 17 000  | 23 216  | 21 806  |
| 23       | TOURISME   | 3 140   | 2 455   | 1 200  | 800     | 4 340   | 3 255   |
| 25       | ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES  | 187 150 | 166 355 | 21 474 | 15 800  | 208 624 | 182 155 |
| 26       | JEUNESSE   | 5 820   | 4 236   | 2 000  | 3 900   | 7 820   | 8 136   |
| 28       | ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE                         | 2 506   | 2 529   | 3 300  | 2 200   | 5 806   | 4 729   |
| 29       | INDUSTRIE, MINES ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE                  | 2 601   | 2 441   | 4 200  | 2 000   | 6 801   | 4 441   |
| 30       | AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL                               | 37 342  | 32 391  | 23 000 | 39 033  | 60 342  | 71 424  |
| 31       | ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES                            | 12 438  | 11 220  | 8 050  | 9 768   | 20 488  | 20 988  |
| 32       | ENERGIE ET EAU   | 4 714   | 3 965   | 39 900 | 88 450  | 44 614  | 92 415  |
| 33       | FORETS ET FAUNE  | 11 547  | 11 325  | 6 000  | 9 590   | 17 547  | 20 915  |
| 35       | EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE                              | 3 681   | 2 674   | 2 400  | 2 500   | 6 081   | 5 174   |
| 36       | TRAVAUX PUBLICS  | 91 265  | 64 042  | 91 017 | 143 262 | 182 282 | 207 304 |
| 37       | DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES                                   | 11 176  | 10 574  | 4 000  | 1 900   | 15 176  | 12 474  |
| 38       | DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT                                  | 18 582  | 15 295  | 32 456 | 30 264  | 51 038  | 45 559  |
| 39       | PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET L'ARTISANAT | 4 222   | 2 658   | 3 000  | 3 580   | 7 222   | 6 238   |
| 40       | SANTE PUBLIQUE   | 93 551  | 74 637  | 30 150 | 77 173  | 123 701 | 151 810 |
| 41       | TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE                                      | 3 422   | 2 872   | 900    | 600     | 4 322   | 3 472   |
| 42       | AFFAIRES SOCIALES  | 5 689   | 3 729   | 1 900  | 600     | 7 589   | 4 329   |
| 43       | PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE                           | 4 228   | 2 811   | 1 500  | 800     | 5 728   | 3 611   |
| 45       | POSTES ET TELECOMMUNICATION                                      | 10 641  | 9 118   | 2 000  | 900     | 12 641  | 10 018  |
| 46       | TRANSPORTS   | 7 758   | 4 469   | 4 000  | 6 000   | 11 758  | 10 469  |

(Unité: millions FCFA)

| CHAPITRE  |  | BF               |                  | BIP            |                | TOTAL            |                  |
|---|--|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|
|   |  | 2010             | 2 011            | 2010           | 2 011          | 2010             | 2 011            |
| 50  | FONCTION PUBLIQUE ET REFORME ADMINISTRATIVE                | 10 660           | 10 205           | 2 000          | 800            | 12 660           | 11 005           |
| 51  | ELECTIONS CAMEROON   |                  | 9 000            |                | 2 000          |                  | 11 000           |
| 52  | COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES |                  | 700              |                |                |                  | 700              |
| <b>CHAPITRES ORGANISMES</b>                         |  | <b>1 181 724</b> | <b>1 025 900</b> | <b>418 743</b> | <b>523 200</b> | <b>1 600 467</b> | <b>1 549 100</b> |
|   |  | <b>2 010</b>     | <b>2 011</b>     |                |                |                  |                  |
| 55  | PENSIONS   | 110 000          | 121 000          |                |                |                  |                  |
| 60  | SUBVENTIONS ET CONTRIBUTIONS                               | 158 000          | 237 000          |                |                |                  |                  |
| 65  | DEPENSES COMMUNES  | 75 933           | 136 300          |                |                |                  |                  |
| <b>CHAPITRES COMMUNS FONCTIONNEMENT</b>             |  | <b>343 933</b>   | <b>494 300</b>   |                |                |                  |                  |
| <b>TOTAL DEPENSES COURANTES (A)</b>                 |  | <b>1 525 657</b> | <b>1 520 200</b> |                |                |                  |                  |
| 56  | DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE                                  | <b>87 400</b>    | <b>80 000</b>    |                |                |                  |                  |
|   | - Principal  | 56 800           | 55 000           |                |                |                  |                  |
|   | - Intérêts   | 30 600           | 25 000           |                |                |                  |                  |
| 57  | DETTE PUBLIQUE INTERIEURE                                  | <b>280 100</b>   | <b>190 800</b>   |                |                |                  |                  |
|   | - Principal  | 272 900          | 170 800          |                |                |                  |                  |
|   | - Intérêts   | 7 200            | 20 000           |                |                |                  |                  |
| RESTES A PAYER (RAP)                                |  |                  | <b>100 000</b>   |                |                |                  |                  |
| <b>TOTAL SERVICE DE LA DETTE (B)</b>                |  | <b>367 500</b>   | <b>370 800</b>   |                |                |                  |                  |
| 90  | OPERATIONS DE DEVELOPPEMENT<br>DONT :                      | <b>656 843</b>   | <b>640 000</b>   |                |                |                  |                  |
|   | 94 - INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENT                       | 78 100           | 116 800          |                |                |                  |                  |
|   | - FINANCEMENT EXTERIEUR                                    | 160 000          | 206 000          |                |                |                  |                  |
| 92  | PARTICIPATIONS   | <b>5 000</b>     | <b>25 000</b>    |                |                |                  |                  |
| 93  | REHABILITATION / RESTRUCTURATION                           | <b>15 000</b>    | <b>15 000</b>    |                |                |                  |                  |
| <b>TOTAL DEPENSES EN CAPITAL (C)</b>                |  | <b>676 843</b>   | <b>680 000</b>   |                |                |                  |                  |
| <b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE L'ETAT (A+B+C)</b> |  | <b>2 570 000</b> | <b>2 571 000</b> |                |                |                  |                  |

## TITRE DEUXIEME : DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE VINGTIEME :

Le Gouvernement est autorisé à négocier et éventuellement à conclure au cours de l'exercice 2011, à des conditions sauvegardant les intérêts financiers de l'Etat ainsi que sa souveraineté économique et politique, des emprunts concessionnels d'un montant global de 200 milliards de francs CFA.

### ARTICLE VINGT-UNIEME :

Au cours de l'exercice 2011, le Gouvernement est habilité à recourir à des émissions de titres publics, notamment les obligations et les bons de Trésor, pour des besoins de financement des projets de développement pour un montant maximum de 200 milliards.

#### **ARTICLE VINGT-DEUXIEME :**

Dans le cadre des lois et règlements, le Gouvernement est autorisé à accorder, au cours de l'exercice 2011, l'aval de l'Etat à des Etablissements publics et à des Sociétés d'Economie Mixte au titre d'emprunts concessionnels exclusivement, pour un montant global ne dépassant pas 40 milliards de francs CFA.

#### **ARTICLE VINGT-TROISIEME :**

Au cours de l'exercice 2011, le Président de la République du Cameroun est autorisé, pour faire face aux besoins du pays dans le cadre de son développement économique, social et culturel, à modifier, par voie d'ordonnance, les plafonds fixés aux articles vingtième et vingt-deuxième ci-dessus.

#### **ARTICLE VINGT-QUATRIEME :**

1. Le Président de la République est habilité à apporter, par voie d'ordonnance, des modifications aux législations financière, fiscale et douanière ainsi qu'à la Charte des Investissements.
2. Le Gouvernement est autorisé à utiliser les ressources nouvelles provenant de ces mesures, notamment les ressources découlant de l'allègement de la dette extérieure, pour faire face à ses engagements.

#### **ARTICLE VINGT- CINQUIEME :**

Le Président de la République est habilité à prendre, par voie d'ordonnance, toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre des réformes structurelles prévues dans le cadre des accords conclus avec la communauté financière internationale.

#### **ARTICLE VINGT- SIXIEME :**

Les ordonnances visées aux articles vingt-troisième, vingt-quatrième et vingt-cinquième ci-dessus sont déposées sur le Bureau de l'Assemblée Nationale aux fins de ratification à la session parlementaire qui suit leur publication.

#### **ARTICLE VINGT-SEPTIEME :**

La présente loi sera enregistrée, publiée suivant la procédure d'urgence, puis insérée au Journal Officiel en français et en anglais./-

